



CITOYENS

Militants

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen



LE MRC,
UNE BOUSSOLE REPUBLICAINE
POUR LA GAUCHE ET POUR LA FRANCE



Spécial Université d'été



Notre Université d'été 2013 a été un succès. Nous avons pu débattre, échanger, affiner notre projet dans un cadre agréable et avec des invités qui nous ont stimulés. Je tiens à remercier les organisateurs et l'ensemble des participants qui ont permis la réussite de cette édition 2013. La présence du

ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a, en outre, témoigné de notre soutien à la majorité avec un regard critique et une liberté de ton que nous n'hésitons pas à employer. **Il nous faut maintenant penser à demain.** Forts de ces débats, nos idées doivent être portées dans le pays et les deux scrutins de 2014 sont un moyen de nous faire entendre.

Le MRC, une identité propre au sein de la majorité

Après une longue série d'élections partielles toutes perdues par la majorité, la cantonale de Brignolles sonne comme un nouveau coup de semonce. La moitié des élections partielles s'est traduite par une élimination de la gauche dès le premier tour. **La majorité doit maintenant ouvrir les yeux** : il n'y aura pas de redressement national, pas de lutte efficace contre le Front national sans véritable réorientation de la construction européenne. Le terreau du Front national est la crise à la fois économique, sociale et politique. Le devoir de la gauche est d'apporter des réponses concrètes aux inquiétudes.

Sortir la France de l'ornière est une ambition qui demande une énergie constante. C'est ce choix que nous avons fait en soutenant François Hollande en 2012 ; aujourd'hui, le MRC se bat pour la réussite de la majorité en faisant des propositions pour améliorer le budget, le pouvoir d'achat, promouvoir une politique active de l'emploi.

L'Europe, question clef

Le cœur du réacteur est de changer l'Europe : **on ne peut pas continuer ainsi à contraindre les Etats par des politiques d'austérité, sous couvert de rééquilibrage budgétaire, continuer à remettre en cause la souveraineté des nations** sans voir les conséquences sur l'Homme derrière la politique du chiffre.

L'esprit du triple B, Bercy, Bruxelles, Berlin, est aujourd'hui notre adversaire comme la finance fut l'adversaire de François Hollande candidat : seule une réorientation en profondeur de l'Europe permettra de redresser la France et de donner un horizon à notre nation.

Il est donc important que nous soyons présents le 25 mai 2014 lors des élections européennes.

Convention pour une autre Europe : lancer notre projet

C'est pourquoi nous tenons le 30 novembre prochain notre Convention pour une autre Europe afin de préparer notre projet pour 2014 (vous trouverez un bulletin d'inscription dans ce numéro). **Dans la situation actuelle, peut-on, en effet, se permettre d'être absents ?** Les faits nous donnent aujourd'hui raison, nous devons faire de ce scrutin l'occasion de porter nos analyses et nos propositions.

J'ai également engagé avec les secrétaires nationaux un « **tour de France pour une autre Europe** » afin d'exposer nos idées dans les grandes circonscriptions européennes d'ici la Convention. En écoutant la voix de chacun, nous pourrions décider du projet que nous proposerons pour répondre aux attentes des Français.

J'espère vous voir nombreux le 30 novembre, l'autre Europe que nous appelons se prépare dès maintenant.

Jean-Luc Laurent, Président du MRC

SOMMAIRE

- Synthèse des débats - Page 2
- Discours de Jean-Luc Laurent - Page 3
- Discours de Manuel Valls - Page 4
- Synthèse des ateliers de travail - Page 5/6
- Livre de Jean-Pierre Chevènement - Page 7
- Convention pour une autre Europe - Page 8



SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE JOURNÉE DE DÉBATS JULIEN LANDFRIED, SECRÉTAIRE NATIONAL AUX UNIVERSITÉS D'ÉTÉ

Les trois invités de la première table ronde « Transformer l'euro pour sortir de la nasse économique » ont dressé un tableau convergent sur la monnaie unique. Monnaie mal conçue, inadaptée à l'hétérogénéité des systèmes économiques des pays qui composent la zone euro, **la monnaie unique était, par sa construction même, un système d'aggravation des divergences.** Ce qui est présenté comme une crise de la dette publique est plus profondément, selon Jean-Luc Gréau, une crise de la compétitivité de l'Europe du Sud et de la France par rapport à l'Allemagne. L'euro ne nous a pas protégés de la crise américaine de 2008 et, au contraire, l'ampleur de la récession a été très forte dans la zone, allant jusqu'à une dépression économique en Grèce et au Portugal. Philippe Murer a critiqué vertement les politiques d'austérité qui, loin de soigner le mal supposé — la dette — ne font que l'aggraver en cassant les ressorts de la croissance. Un cercle vicieux est ainsi mis en place où **la destruction de l'État social en Europe du Sud se révèle vaine si ce n'est contreproductive sur le plan du redressement économique.**

Et encore, Murer nous a-t-il prévenu que l'Europe était en quasi récession au moment où le reste du monde connaissait encore une certaine croissance économique. Yves Le Hénaff a noté **la dynamique fondamentale de l'euro qui est d'aggraver les inégalités sociales et les inégalités entre nations**, montrant avec brio que la hausse des rémunérations outre-Rhin depuis quelques mois était en elle-même un exemple de cette divergence : les Allemands, déjà les mieux payés, le seraient davantage tandis que les pays d'Europe du Sud sont entrés dans un mécanisme de déflation salariale.

La seconde table ronde « L'alliance des productifs pour redresser l'industrie française » a vu s'exprimer des points de vue plus divers. Jean-Michel Quatrepoint a d'abord appelé à rassembler les Français autour d'un grand objectif de redressement économique, comme de Gaulle avait pu le faire au début des années 60. Fiscalité, innovation, prise du risque, priorité au travail et à l'industrie : telles sont

quelques une des idées de Quatrepoint. Guillaume Duval est revenu de son côté sur les raisons de la réussite économique allemande, dont il a relativisé en partie l'ampleur et dont il a surtout contesté les origines. En substance : ce ne sont pas les réformes de déréglementation du marché du travail impulsées par Schröder (les lois Hartz) qui sont l'explication de la robustesse économique de l'industrie allemande, mais d'abord **la spécialisation industrielle de l'Allemagne sur les machines-outils qui en fait le fournisseur privilégié des pays émergents.** Christian Hutin a ensuite évoqué son expérience parlementaire avec la mission d'enquête sur l'avenir de la sidérurgie, revenant sur l'erreur de la vente de Pechiney et notant la grande convergence de vues des parlementaires sur la question.

La troisième table ronde « Sortir la France de la dépression » a été marquée par un consensus des participants sur le diagnostic. Pour Eric Dupin, **une « souffrance sociale polymorphe » s'exprime spontanément chez les Français** pour peu qu'on les écoute. Dupin parle d'une « insécurité psychique, mentale des Français face à la modernité », et d'une « déliaison sociale ». Il note en outre que le Front national, avec son cocktail d'anti-libéralisme économique et culturel se retrouve *de facto* seul à proposer une telle offre politique à des Français en proie au doute par rapport au Progrès et à toutes ses déclinaisons économiques ou médiatiques. Jérôme Sainte-Marie a noté de son côté que **la défiance verticale entre le peuple et les élites se double d'une défiance horizontale, entre « semblables ».** La thématique du déclin progresse fortement à droite. Gaël Brustier a, de son côté, pointé également cette domination de l'idée de déclin dans le débat politique. Il a mis en garde contre les conséquences électorales de l'importante mobilisation contre le « mariage pour tous ». Pour Sami Nair enfin, **depuis le référendum sur le traité de Maastricht, c'est l'abandon de l'État et de la Nation qui serait explicatif de cette situation de déprime nationale.**

EXTRAITS DU DISCOURS DE CLÔTURE JEAN-LUC LAURENT, PRÉSIDENT DU MRC



« **Redresser la France, c'est avant tout faire confiance au peuple, c'est s'adresser aux classes populaires, c'est faire de la réindustrialisation et du retour à la croissance, la priorité.**

Non, il n'est pas présomptueux pour le MRC de se vouloir la boussole républicaine pour la gauche et pour la France. Bien au contraire, nous entendons faire entendre au peuple et à la gauche nos analyses, qui sont confirmées par trente années de dérégulation capitaliste. Non, il n'est pas archaïque de dire que l'Union Européenne ne peut plus fonctionner comme elle le fait. La Commission Européenne ne peut continuer à condamner les peuples d'Europe à l'austérité perpétuelle. [...]

Derrière les mots de « plans sociaux », ce sont des emplois qu'on sacrifie, des familles touchées par le chômage et la peur du lendemain. Les pouvoirs publics ont le devoir d'agir. Là réside notre ambition : affirmer l'impératif de sauvegarde de nos emplois et de nos bassins industriels là où la finance égoïste ne voit pas plus loin que son chiffre d'affaires trimestriel. [...]

Nous ne sommes pas des Prométhée en puissance qui prétendent détenir la lumière et l'apporter à des partis politiques aveugles. Nous sommes un parti politique qui réfléchit et construit sa doctrine en l'appuyant sur des faits tangibles. [...]

La France doit résister aux politiques libérales. La France peine à sauver son « exception culturelle » d'un projet de globalisation atlantique. Et la France est taxée de « réactionnaire » par le président de la Commission européenne parce qu'elle entend défendre ses intérêts nationaux. [...] Regardons les ravages de l'esprit de « Bercy ». La construction européenne est un projet français mais la créature nous est hors de contrôle depuis trop longtemps.

La mondialisation qu'on nous vantait comme eldorado s'est muée en oppression, silencieuse mais réelle. François Hollande voulait lutter contre la finance qui n'a pas de visage. Elle en a aujourd'hui plusieurs, et ils font peur : austérité, fédéralisme, libéralisme sans limites sont autant de facettes d'une Union européenne hors de contrôle.

La gauche ne peut se satisfaire d'un politique libre-échangiste qui oublie le peuple. [...]

Au MRC, nous savons que la République est une exigence. C'est aussi une protection. **C'est l'injustice qui a conduit à la Révolution française ; c'est l'exigence républicaine qui a guidé notre construction politique ; c'est notre souveraineté nationale qui nous a dicté des choix historiques.**

[...] La République n'est ni un verbalisme, ni une gesticulation.

[...] Il nous faut travailler sur le FN pour démonter, point par point, son programme d'incohérences.

Pour lutter contre le Front national, il faut commencer par ne pas laisser Marine Le Pen kidnapper verbalement la nation, la laïcité voire la République et la citoyenneté. Redresser la France suppose aussi de faire retour à la République. N'ayons pas peur d'affirmer notre attachement à ses principes ! N'ayons pas peur de dire que nous n'acceptons pas un découpage de la citoyenneté ! Notre position est cohérente : la République, partout et à chaque instant. La République pour tous avec sa rectitude faite de droits et de devoirs. Et comment faire quand les plus riches décident de fuir la patrie pour ne pas contribuer à l'effort national ? Quand les communautarismes s'affirment ? Quand les haines d'extrême droite sont exacerbées ? Notre réponse, c'est la République et la citoyenneté. Loin d'être des formules vides, elles sont au contraire ce qui donne sens à l'individu, qui le sort de son quant-à-soi. »

Merci et félicitations à la fédération du Nord pour l'organisation et l'accueil chaleureux lors de cette université d'été.





EXTRAITS DE DISCOURS MANUEL VALLS, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

« La République, ce joli mot, somme de tant de promesses et de tant d'exigences. Ce mot, comme celui de Nation, ne sont pas, contrairement à une petite musique que l'on peut entendre, des mots désuets, des mots dépassés. C'est tout le contraire ! Je crois profondément, comme vous tous, que dans cette période de crise économique, sociale, de crise d'identité, dans cette période de doutes — de craintes, de peurs aussi — pour nombre de nos concitoyens, la République, la Nation, sont plus que jamais d'actualité, plus que jamais des réponses. Pas des réponses de repli, mais des réponses tournées vers l'avenir.

La République que nous voulons, la République que nous aimons, c'est une République intransigeante.

Élu de la banlieue parisienne depuis plus de 25 ans, je sais combien l'insécurité, la délinquance, la présence de trafics, l'emprise de la drogue, sont des injustices supplémentaires quand elles viennent frapper des quartiers populaires qui ont déjà à faire face à tant d'autres difficultés économiques et sociales. C'est là, dans ces quartiers, où il faut agir prioritairement. C'est là, dans ces quartiers, qu'une réponse forte de l'État est attendue. Mais, depuis un an, je n'oublie pas aussi le sentiment d'abandon dans les territoires périurbains et ruraux. La lutte contre les cambriolages nécessite une mobilisation sans précédent. Le redressement de la France passe également par le rétablissement de l'autorité, de l'autorité de l'État, du policier, du gendarme, du juge, de l'enseignant, de l'autorité trop souvent contestée. [...]

Je sais tout ce que la gauche doit à Jean-Pierre Chevènement en matière de sécurité ! **Jean-Pierre Chevènement, c'est l'expression d'une exigence quant à l'idéal républicain.**

La République intransigeante, c'est aussi la priorité donnée à l'École de la République.

L'école est un lieu de formation, mais aussi d'élévation et d'émancipation du citoyen. Il n'y a pas de projet politique de gauche qui ne soit un projet éducatif et un projet qui ouvre également des voies d'accès vers la Culture. [...]

La République intransigeante, c'est également la défense acharnée de l'égalité.

L'égalité notamment devant les services publics. [...] Parce que nous sommes de gauche, nous refusons cette société où

l'argent dicterait sa loi — il le fait déjà beaucoup trop — entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. La République c'est donc l'expression d'une solidarité qui passe, bien évidemment, par l'impôt, qui doit être juste. **La République, c'est la solidarité qui fait que les difficultés des uns deviennent la préoccupation de tous.**

La République intransigeante, c'est enfin la possibilité pleine et entière pour ceux qui le souhaitent vraiment, à l'issue d'un parcours d'intégration réussi, de devenir français. [...] Car l'idée même de Nation nous renvoie à notre Révolution et à sa dimension progressiste. **« Vive la Nation ! », c'est le cri que lancèrent, à Valmy, les soldats défendant la République. La Nation est née avec l'expression de la volonté générale issue du peuple.** Et tout comme vous, je n'abandonnerai jamais notre drapeau, notre hymne, à ceux qui veulent en faire des boucliers face à je ne sais quelle menace. Je n'abandonnerai jamais l'étendard et la Marseillaise ! Être républicain, c'est refuser cette rhétorique qui fait de l'étranger une menace. Cette rhétorique qui se cherche des ennemis, des coupables. Cette rhétorique, c'est celle du Front national. Nous devons la combattre ! Ce qui veut dire, aussi, ne laisser à l'extrême droite aucun thème. Et pour ces thèmes sur lesquels elle entend prospérer, apporter nos réponses, des réponses républicaines, des réponses de gauche. »



Réception de Manuel Valls par David Bailleul,
Maire de Coudekerque-Branche.

SYNTHÈSE DES ATELIERS DE TRAVAIL AVEC LES MILITANTS

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'atelier éducation a réuni une cinquantaine de participants. Les échanges ont porté sur différents thèmes tels que la trop rapide mise en application de la juste réforme des rythmes scolaires, les difficultés financières que rencontre l'Université, la bienvenue charte de la laïcité, ou encore la réforme de la formation des enseignants, la refonte du CAPES et la disparition progressive des disciplines au profit de la pédagogie ainsi que la mise en place des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation dont on peut craindre qu'elles ne seront qu'un copié-collé des IUFM. En conclusion de cet atelier, le MRC a réaffirmé que le principe républicain d'égalité entre les territoires doit demeurer le fil conducteur de la politique éducative et que l'État en est le seul garant.



L'ACTE III DE LA DÉCENTRALISATION

Le contenu de la première loi relative aux métropoles a été analysé dans ses grandes lignes, telle qu'elle a été votée fin juillet.

Bien que le fait urbain et l'existence d'une douzaine de métropoles soient pris en compte par tous les participants, le sentiment de détricotage du territoire, alors même qu'un vrai bilan de l'intercommunalité au niveau des coûts de fonctionnement et des modes de gouvernance n'a pas été dressé, est patent. L'objectif de cet acte III de la décentralisation qui est « d'organiser, de simplifier, et de clarifier l'action publique » ne peut être atteint qu'à partir d'une rigoureuse analyse des modes de fonctionnement des intercommunalités depuis la loi Chevènement de 1999.

Trois éléments ressortent des débats :



1) Vouloir réduire les dépenses publiques est nécessaire, *a fortiori* dans un contexte de crise économique, mais cela ne doit pas mener à une approche libérale du territoire, jetant l'opprobre sur les élus locaux, souvent bénévoles, qui oeuvrent dans la proximité au quotidien. C'est la conception du rôle de l'élu(e) local(e) et les conditions démocratiques de la prise de décision qui sont au cœur de nos préoccupations. Pour ce faire, l'aboutissement d'un véritable statut des élus (disponibilité, formation, retour à l'emploi, indemnités...) est une nécessité pour renforcer leur présence aux différents niveaux de l'intercommunalité.

2) Une réflexion approfondie doit conduire à des modes de décision et de gestion clarifiés tant dans les métropoles que dans les communes et départements pour sortir d'une démocratie locale devenue opaque et technocratique, la concertation ne touchant qu'une faible partie, souvent peu représentative, de la population. De même, la création de métropoles laissant pour compte des départements amputés dans leur géographie devenue rurale ne peut être synonyme de simplification.

3) Le MRC souhaite un renforcement des capacités d'intervention de l'État, aujourd'hui bien affaibli par la RGPP, à tous les niveaux, (national, régional, ou local) car l'État républicain est garant de l'intérêt général, en particulier dans une période de crise économique et sociale comme celle que nous vivons.

Une réforme territoriale élaborée par la gauche doit être porteuse de clarté et d'égalité, de progrès social pour chacun et chacune, qu'il soit rural ou urbain ; le citoyen doit savoir où la réforme le conduira, dans son quotidien, dans son obligation fiscale, dans sa capacité d'expression aux différents niveaux d'organisation de la société et enfin dans son rapport à la nation française et à ses institutions.

SYNTHÈSE DES ATELIERS DE TRAVAIL AVEC LES MILITANTS

QUELLE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE POUR LA FRANCE ?

Invité : Christian Bataille, député PS du Nord, Vice-Président de l'OPECST (Office Parlementaire de l'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques)



Christian Bataille rappelle que notre production d'électricité, principalement basée sur le nucléaire, bénéficie de capacités hydrauliques conséquentes alors que les énergies renouvelables ne permettent pas encore de répondre aux besoins des Français : le solaire n'est pas l'eldorado promis et l'éolien pâtit de son intermittence, le problème du stockage de l'électricité demeurant entier.

Christian Bataille a disséqué ce qui pouvait sous-tendre le leitmotiv « sortir du nucléaire » : des raisons très concrètes et industrielles l'expliquent. Le principal conglomérat allemand a jeté l'éponge dans le domaine du nucléaire pour se recentrer sur l'export de centrales thermique

à gaz et à charbon, la qualité allemande de la captation de CO2 est à remarquer. La sécurité des centrales nucléaires françaises quant à elle n'est pas à remettre en doute : la France a une Autorité de Sûreté Nucléaire intransigeante qui a autorisé la prolongation de l'exploitation des réacteurs français de 30 à 40 ans.

Beaucoup moins flamboyant technologiquement que le nucléaire, la question des hydrocarbures non conventionnels anime l'actualité. Il est difficile d'oublier que 88% du déficit commercial de la France est lié aux achats d'hydrocarbures au travers de pétrole et de gaz. Le dopage actuel de l'économie américaine a pour principale raison l'exploitation de ces nouveaux hydrocarbures, avec des impacts à étudier vis-à-vis du Moyen-Orient et de la Russie.

L'enjeu, à l'instar de Karl Marx, se poserait d'abord selon Christian Bataille en ces termes : maîtriser le progrès technique pour accompagner le progrès social.

SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE

Le MRC a rappelé son soutien critique à la réforme des retraites engagée par le Gouvernement. Rétablir l'équilibre financier est nécessaire afin de maintenir la confiance dans notre système de retraite par répartition, pilier d'une solidarité nationale et intergénérationnelle.

Le MRC tient toutefois à rattacher cette question financière à la question de l'emploi et, plus généralement, à celle de la politique économique menée en France : le chômage et l'absence de croissance sont largement responsables du manque à gagner en termes de cotisations sociales qui alimente le déficit des retraites.

Les militants ont enrichi cette ligne en indiquant qu'en l'état actuel des choses, il paraît important de concentrer les efforts sur le « compte pénibilité » prévu par le projet de loi. De la consistance de ce dispositif dépendra en grande partie la justice de la future réforme. L'avenir du système de santé est une préoccupation qui a également été formulée. La prise en compte, dans la future stratégie nationale de santé du Gouvernement, de plusieurs anciennes propositions du MRC sur la lutte contre les inégalités géographiques d'accès aux soins a été accueillie avec satisfaction.



L'université d'été du MRC a été intégralement filmée. Vous pouvez retrouver les discours, interventions et tables-rondes sur le site du MRC, rubrique « **Université d'été 2013** » :

www.mrc-france.org



Achetez dès maintenant
le nouveau livre de

Jean-Pierre Chevènement

1914-2014 :
L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ?

En vente en librairie

www.chevenement.fr
#LivreJPC



LE MRC A BESOIN DE VOUS MAINTENANT •

Adhérer c'est rester libre !

Département _____ Comité local (éventuellement) _____

Je soussigné(e) NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Profession _____ Lieu professionnel _____

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail) _____

Téléphone _____ Portable _____

Courriel _____

Mandat(s) électif(s) éventuel(s) _____

Souhaite adhérer au MRC renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de _____ à l'ordre de AFMRC

La cotisation nationale 2013 est de 55 € minimum + cotisation libre selon revenus, intégrant une part nationale d'au minimum 55 € et une part destinée aux structures locales. Un reçu fiscal sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66% du montant de la cotisation. Pour les personnes au RSA, en recherche d'emploi, étudiants de moins de 25 ans, la cotisation est de 25 €

Fait à _____ Le _____ Signature :

BULLETIN À RETOURNER ACCOMPAGNÉ DU CHÈQUE À : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS



LE MRC TIENT SA CONVENTION POUR UNE AUTRE EUROPE

le samedi 30 novembre

La
Bellevilloise

21 rue Boyer, 75020 Paris
(Parking Saint-Fargeau & Olivier
Metra)

**Pour décider de notre projet et de notre stratégie pour les
élections européennes**

BULLETIN D'INSCRIPTION •

- Oui**, je m'inscris à la Convention et je prendrai part à la collation du midi
- Oui**, je m'inscris à la Convention mais je ne prendrai pas part à la collation du midi

Mon inscription est sans frais

Mon union régionale ou ma fédération détermineront ultérieurement si je serai présent comme délégué ou comme auditeur

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Téléphone _____ Portable _____

Courriel _____

BULLETIN À RETOURNER AVANT LE 23 NOVEMBRE 2013 À MRC, 3 AVENUE DE CORBÉRA, 75012 PARIS

**La Convention pour une autre Europe sera suivie d'une formation à destination des candidats aux élections municipales
jusqu'au dimanche 1^{er} décembre 2013**